

Ecolo rebondit sur les «12 idées» de L'Echo

LE RÉSUMÉ

Notre supplément «12 idées pour s'en sortir» a été lu attentivement par Ecolo.

Qui embrase: la Belgique a besoin de projets d'avenir.

Et d'investir.

BENOÎT MATHIEU

«C'est notre conviction, chez Ecolo, assure Patrick Dupriez. La Belgique a besoin de se remettre en projets. Et de se redessiner un horizon positif. En impliquant tout le monde: experts, hommes politiques ou citoyens.» C'est peu dire

que notre supplément «12 idées pour s'en sortir», publié début du mois, a été lu attentivement chez les Verts. «Nous avons été séduits par le dossier et la démarche», confesse leur coprésident. Qui entend «rebondir», c'est-à-dire profiter de l'occasion pour relancer le débat et replacer une série de propositions concrètes chères aux écologistes.

Avec un préalable, tout de même. «Notre pays doit sortir de la gestion, et de cette volonté permanente de réformer avec pour seul horizon un objectif comptable. Pour sortir de cette impasse, il faut des projets. Et réinvestir; il y a un besoin massif d'investissements dans des projets d'avenir. Cela fait trente ans que la Belgique sous-investit.»

Facile à dire, mais plus compli-

qué à réaliser? Car pour investir, il faut que les moyens financiers suivent. Pas évidemment, en ces temps d'orthodoxie budgétaire et de course derrière le retour à l'équilibre des comptes publics.

«Obsession de la dette»
N'en parlez pas à Patrick Dupriez. «Sortons de l'obsession de la dette brute! Cela devient une tare psychologique, qui génère des politiques inefficaces. Presque une pathologie mentale, qui consiste à croire que refaire, en plus fort, quelque chose qui n'a pas fonctionné finira bien par porter ses fruits. Au contraire: cela contribue à priver l'Etat de ses moyens à contrer les cycles négatifs. Et à rompre la confiance du citoyen envers l'Etat. Parce que ne pas in-

vestir, sur le long terme, revient à créer de la dette. Prenez une maison dont le toit fuit. Soit vous réparez, soit vous décidez d'attendre. Dans ce cas-là, réparer la fuite finira par coûter plus cher et l'eau aura eu le temps de causer des dégâts. Il faut sortir du carcan des 3% de déficit, parce qu'il est bête. Même chose pour cette politique d'austérité, où l'on coupe de manière linéaire dans les services publics. Cela n'a pas de sens.»

Le timing est d'autant mieux choisi que les taux jouent au ras-mottes, insiste-t-on chez Ecolo. «La Belgique vient d'emprunter à taux négatif. Et la BCE effectue des injections monétaires tous les mois. Un jour, nos enfants nous demanderont pourquoi nous n'avons pas investi quand c'était nécessaire et facile.»

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE

«Le défi écologique s'impose à nous», insiste Patrick Dupriez. Il est nécessaire de réintégrer les limites de la planète dans l'économie.»

Energie

Vous ne serez pas surpris: Ecolo vante les mérites de la transition énergétique. Qui se base sur ce trio: énergies renouvelables, évidemment, mais aussi efficacité énergétique et réseaux intelligents. «Une étude du Bureau du plan le chiffre, avance Patrick Dupriez. Viser les 100% d'énergie renouvelable, cela permettrait de créer 65.000 emplois. La rénovation des bâtiments offre également des perspectives. Les bâtiments publics affichent une situation énergétique désolante et ce n'est pas mieux du côté du privé: 40% des logements en Wallonie

ne sont pas du tout isolés. C'est énorme. Il y a urgence à mobiliser l'épargne pour la rénovation de tous les logements. En mettant notamment sur pied des partenariats public-privé et en recourant au mécanisme du tiers investisseur.»

Numérique

Pour Ecolo, la transition n'est pas qu'énergétique, elle est aussi numérique. «Réussir la transition énergétique implique une production nettement plus décentralisée. Et nécessite donc un réseau totalement interconnecté.» Le numérique, insistent les Verts, c'est aussi ce qui permettra de passer d'une économie de prédation des ressources à une économie de l'usage. «L'exemple-type, c'est la voiture partagée. Fondamentalement, je n'ai pas

besoin d'une voiture, mais de mobilité. De pouvoir utiliser la voiture dont j'ai besoin au moment où j'en ai besoin.»

Economie circulaire

Pour Ecolo, qui lorgne ce qui se joue à l'heure actuelle dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est la voie à suivre. Et que l'Etat devrait encourager. En soutenant la recherche et le développement en matière d'éco-design, qui vise à ce que les produits soient, dès le départ, réparables et réutilisables. Dans le même ordre d'idée, la récupération et la réutilisation des métaux (parfois rares) doivent être encouragées. «Les pouvoirs publics doivent aussi jouer la carte de l'animation économique et faire en sorte que l'économie circulaire devienne l'objectif partagé par tous les acteurs.»

Patrick Dupriez. En offrant une vraie cadence: minimum un train tous les quarts d'heure.»

La seconde phase nécessiterait un peu d'investissement pour des travaux légers, tant sur les voies que dans les arrêts à moderniser. Le tout, pour un coût d'exploitation modique: environ 25 millions par an. «Le REB représente moins de 2% des kilomètres parcourus sur le réseau SNCB, alors qu'il pourrait

sage au garage pourrait, lui aussi, générer deux milliards d'euros par an, dont un pour le «budget mobilité» accordé à tout travailleur et l'autre, pour le développement du rail.

Enfin, Patrick Dupriez plaide pour l'élaboration d'un cadre fiscal favorable à l'économie circulaire. Cela passe par une baisse de la charge pesant sur le travail et l'instauration d'une vraie fiscalité verte. «Actuellement, la fiscalité pèse moins sur les ressources que sur l'emploi, déplore le coprésident d'Ecolo. Cela passe aussi par la TVA: est-il normal de préle-

Environnement

Parmi nos propositions qui ont marqué Ecolo, celle-ci: établir une zone sans pollution, «Be-Butterfly», en Wallonie. «Pourquoi ne pas voir grand et viser toute la Wallonie, qui deviendrait bio? s'enthousiasme Patrick Dupriez. Voilà qui pourrait donner une identité positive aux produits wallons, autrement qu'avec le patriotisme à la Paul Magnette. Le patriotisme n'a du sens que s'il est lié à un projet. Prenez le label Belbeef, porté par les ministres de l'Agriculture. Qu'y a-t-il derrière? Cela fait quoi, si le bœuf est belge, alors que son alimentation est importée et liée à la déforestation de centaines d'hectares au Brésil? Pourquoi ne pas introduire du sens, en interdisant par exemple l'utilisation d'OGM? Là, cela signifierait quelque chose, de consommer wallon.»

s'adresser à 10% de la population nationale», fait-on valoir chez Ecolo. Où l'on insiste sur le cadre général. À savoir le **bouclage rapide du RER**. Et la **fin des économies linéaires**, «incompréhensibles».

«Et oui», poursuit Patrick Dupriez, il y a sans doute une réorganisation à mener au sein d'Infrabel et de la SNCB. Mais elle passerait tellement mieux si l'on ouvrait un horizon au rail belge.»

ver de la TVA sur des produits recyclés ou faits de matériaux de récupération?»

«Est-il normal de prélever de la TVA sur des produits recyclés ou faits de matériaux de récupération?»

PATRICK DUPRIEZ
COPRÉSIDENT D'ECOLO

MOBILITÉ

Chez Ecolo – ce n'est pas un secret –, on n'est pas trop fan du métro. On y préfère les lignes de surface, en site propre, moins coûteuses. Tout cela pour dire que notre projet d'extension du métro à Bruxelles ne les a que moyennement fait rêver. Par contre, là où la carte de la complémentarité pourrait jouer pleinement, c'est avec leur pro-

FISCALITÉ

Les Verts ont eux aussi planché sur une vaste réforme fiscale, et ont été frappés par les «convergences» existantes avec celles que nous proposons dans notre supplément.

Au programme, diminution du taux de l'impôt des sociétés moyennant suppression des niches fiscales, taxation dégressive des plus-values ou globalisation des revenus – même si Ecolo et Groen sont actuellement occupés à actualiser leur position sur la taxation des revenus du patrimoine.

Outre cette réforme, les Verts entendent retirer davantage de moyens de la lutte contre la fraude fiscale, de quoi ramener, estiment-ils, deux milliards de plus à court terme. Et d'en allouer

un afin de renflouer la Justice, mais aussi l'éducation ou la sécurité. L'autre, lui servirait à financer une baisse des cotisations sociales sur les bas salaires, partant du salaire médian et prenant de plus en plus d'ampleur, de manière à ce qu'il n'y ait plus du tout de «cotis» sur le salaire minimum. Autre axe: la fin des **voitures de société**, dont le remi-